

Les États Généraux de l'Industrie

LES CHIFFRES

- **25 %** : c'est l'objectif de hausse de la production industrielle d'ici 2015.
- **300 M€** : c'est le montant qui sera consacré au financement de la structuration des filières industrielles.
- **500 M€** : c'est le montant qui sera consacré à la mise en place de prêts verts bonifiés.
- **200 M€** : c'est le montant qui sera consacré au soutien à la réindustrialisation.

L'ESSENTIEL

- Parce qu'une France sans usine n'est pas imaginable, **le Gouvernement a fait du redressement de notre industrie une priorité depuis 2007.**
- Pour **replacer l'industrie au cœur de notre économie et bâtir une nouvelle politique industrielle**, le Président de la République a décidé de franchir une nouvelle étape en septembre dernier en demandant à Christian ESTROSI d'organiser des États Généraux de l'Industrie.
- Durant trois mois, plus de 5000 participants ont apporté leur contribution et plus de 1000 propositions d'actions ont émergé : **jamais un Gouvernement n'avait organisé un tel débat associant tous les acteurs sur l'avenir de l'Industrie.**
- **A l'issue de ces États Généraux, le Président de la République a annoncé un plan d'actions avec un objectif ambitieux** : augmenter la production industrielle d'au moins 25% d'ici 2015.

LE REcul DE L'INDUSTRIE EN FRANCE, UNE FATALITÉ ?

- **Depuis plus de dix ans, nous assistons à un recul préoccupant de l'activité industrielle en France** :
 - Depuis 2000, l'industrie a perdu plus de 500 000 emplois.
 - L'industrie française a perdu du terrain par rapport aux autres grands pays européens industriels : elle produit 16 % de la valeur ajoutée française, contre 23 % en Italie et 30 % en Allemagne !
 - Notre industrie n'est pas assez innovante (moins de 7 % de sa valeur ajoutée contre plus de 10 % en Allemagne, en Suède ou en Finlande) et investit trop peu (l'investissement industriel a baissé de 35 % entre 2001 et 2009).
- **Cette situation n'est ni le fruit du hasard ni de la fatalité** : depuis des années, l'industrie, les usines, les ouvriers n'ont pas été assez considérés dans notre pays. La compétitivité de l'emploi industriel a été entravée notamment avec les 35 heures, et par le fait que le financement de notre protection sociale repose exclusivement sur le travail.

LE GOUVERNEMENT A-T-IL LAISSÉ TOMBER L'INDUSTRIE ?

- Absolument pas. Parce que l'idée d'une France sans usine n'est pas imaginable, parce que tout miser sur une économie de service n'a aucun sens, et parce qu'il est hors de question de voir nos compétences et nos savoir-faire industriels disparaître de nos territoires, **le Gouvernement a fait du redressement de l'industrie une priorité.**
- **Depuis 3 ans, des mesures structurantes ont été prises** :
 - La réforme du Crédit Impôt Recherche à 30% des dépenses de R&D, dont les deux tiers vont à l'industrie, puis son remboursement anticipé en 2009 et 2010.
 - La création puis la montée en puissance des pôles de compétitivité.
 - La suppression de la TP, qui représente une réduction de taxe de 2 Mds€ par an pour l'industrie.
 - Le soutien au financement en fonds propres des entreprises grâce notamment au dispositif ISF PME et au fonds stratégique d'investissement.
 - L'emprunt national, qui consacre 17 Mds€ à l'innovation dans les secteurs industriels porteurs et à la compétitivité de l'industrie.

NE FALLAIT-IL PAS FRANCHIR UNE NOUVELLE ÉTAPE ?

- **C'est tout l'objet des États Généraux de l'Industrie** lancés par Christian ESTROSI le 15 octobre dernier à la demande du Président de la République. L'objectif de ces États Généraux était clair : **replacer l'industrie au cœur de notre politique économique et tracer les lignes d'une nouvelle politique industrielle pour la France.**
- **Jamais un gouvernement n'avait organisé un tel débat sur l'avenir de notre industrie.** Sur trois mois, ces États Généraux ont mobilisé plus de 5000 participants, ont réuni tous les acteurs (industriels, fédérations professionnelles, partenaires sociaux, financeurs, élus, pôles de compétitivité, chercheurs,...) et ont fait émerger plus de 1000 propositions d'actions.

- Le grand succès de ces États Généraux, c'est l'émergence d'une volonté collective, des industriels jusqu'aux partenaires sociaux, de redonner une véritable ambition industrielle à notre pays. En clôture de ces États Généraux, le 4 mars, Nicolas SARKOZY a annoncé un plan d'actions qui concrétise cette ambition avec un objectif audacieux : augmenter la production industrielle d'au moins 25% d'ici 2015.

CONCRÈTEMENT, EN QUOI CONSISTE LE PLAN D'ACTIONS ANNONCÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ?

- Ce plan d'actions comprend 23 mesures réparties autour de 5 leviers d'action :
 1. **Mettre l'industrie au cœur d'un grand projet commun** : avec la création d'une conférence nationale de l'industrie qui associera pour la première fois les industriels et les partenaires sociaux à l'élaboration continue de notre stratégie industrielle ; avec la proposition de mesures pour une véritable politique industrielle européenne et la promotion du « Made in France » ; avec le renforcement du rôle de l'Etat actionnaire dans les grandes entreprises industrielles.
 2. **Développer l'emploi et les compétences sur les territoires** : avec la création d'un dispositif de soutien à la réindustrialisation doté de 200 M€ ou encore le développement du tutorat « senior-junior » pour assurer la transmission des savoirs industriels stratégiques.
 3. **Structurer les filières industrielles françaises et promouvoir une relation partenariale entre donneurs d'ordre et sous-traitants** : avec la création de comités stratégiques pour chaque grande filière industrielle, en développant des fonds sectoriels, et en nommant un médiateur de la sous-traitance. 300 M€ seront consacrés à cette politique.
 4. **Renforcer la compétitivité des entreprises et l'innovation industrielle** : avec la mise en place de 500 M€ de prêts verts bonifiés ou la pérennisation du remboursement anticipé du Crédit Impôt Recherche pour les PME. Comme l'a souhaité le Président de la République, une réflexion sera également lancée sur le mode de financement de notre protection sociale.
 5. **Assurer le financement de l'industrie en France** : en réfléchissant à la manière d'orienter davantage l'épargne vers l'investissement de long terme dans les entreprises, et sur la création d'un « livret épargne industrie ».

QUE RÉPONDRE AU PS QUI EN APPELLE À UNE VRAIE POLITIQUE INDUSTRIELLE ?

- En matière de politique industrielle, le Gouvernement n'a pas de leçon à recevoir du PS. Entre 1997 et 2002, Lionel JOSPIN s'est borné à dire qu'il n'y avait rien à faire face aux fermetures d'usines comme celle de Renault Vilevoorde et face aux délocalisations des activités de production. Quant à Martine AUBRY, son bilan se réduit aux 35 heures, réforme qui a plombé l'investissement et l'emploi industriel et a conduit notre industrie à décrocher par rapport à l'industrie allemande.

Verbatim

Nicolas SARKOZY : « La France doit demeurer une grande nation industrielle. Elle le doit à son histoire, elle le doit à son économie, elle le doit à son peuple. »

Christine LAGARDE : « L'industrie, comme tous les autres secteurs, a été touchée de plein fouet par la crise. Désormais nous devons tourner notre regard vers la croissance de demain et accélérer les réformes de compétitivité dont la France a besoin. »

Christian ESTROSI : « Trois mois de travaux sur l'ensemble du territoire, plus de 5000 participants, plus de 250 réunions organisées partout en France, plus de 1 000 propositions d'actions... je me réjouis de cette mobilisation sans précédent autour de l'industrie. Chacun a contribué de manière constructive, animé d'une même conviction : réhabiliter ensemble l'industrie française. »

Luc CHATEL